

Commentaire technique de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à l'assainissement collectif

PREAMBULE

L'instruction du **15 février 2008** a présenté aux préfets les principales modifications introduites dans la réglementation technique relative à la collecte, au transport, au traitement des eaux usées urbaines par l'arrêté du 22 juin 2007, ainsi que ses principales conséquences pour l'action des services de police des eaux.

Le présent commentaire, établi, en réponse aux questions de services de l'Etat et de représentants d'exploitants ou de collectivités, a pour finalité :

- d'assurer la bonne compréhension au plan technique de l'arrêté
- et de faciliter sa mise en oeuvre.

Il est constitué de plusieurs thèmes regroupant des fiches par sujet. Il sera actualisé autant que cela sera nécessaire.

Le « Guide des définitions pour l'application de la directive 91/271/CEE », mis en ligne sur le site intranet du MEDAD » en novembre 2007, précise les définitions d' « **agglomération d'assainissement** » (1.1.1), de « **charge brute de pollution organique** » - **CBPO** (1.5.), de « **débit de référence** » (2.2.2.3). Il y a lieu de se reporter à ces définitions également pour l'application de l'arrêté du 22 juin 2007. En effet, ces expressions ont le même sens pour l'identification de la conformité des ouvrages avec la DERU et pour le respect de la réglementation nationale.

Documents techniques de référence :

- Les Fascicules inter-agences relatifs à l'assainissement dont les titres suivent, apportent de nombreux compléments techniques en fonction de leurs objets respectifs aux questions traitées dans le présent commentaire:
- Guide pour le diagnostic des stations d'épuration urbaines ;
- Approche technico-économique des coûts d'investissement des stations d'épuration ; Conception des stations d'épuration : les 50 recommandations ;
- Un logiciel d'aide au choix d'Installations de Mesures des Débits ;
- Épuration des eaux usées urbaines par infiltration-percolation ;
- Études préliminaires à l'implantation des dispositifs d'épuration ;
- Guide de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement(fasc n° 50);
- Les déversoirs d'orage ; Le Sandre (fasc. N° 78) ;

Ces guides peuvent être téléchargés à partir du site des agences de l'eau (<http://www.lesagencesdeleau.fr/>).

Par ailleurs, le site internet de télédéclaration des émissions polluantes (<http://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/>) est à consulter en ce qui concerne l'article 19 ;

TABLE DES MATIERES

A TABLEAU DE SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS INTRODUITES PAR L'ARRETE DU 22 JUIN 2007 EN CE QUI CONCERNE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.

B CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

FICHE B.1 Bases législatives et réglementaires de l'arrêté

FICHE B.2 Contexte juridique du renforcement des Contrôles des déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux.

C PRECISIONS SUR CERTAINES PROCEDURES MISES EN ŒUVRE LORS DE L'APPLICATION DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

FICHE C.1 Devenir des arrêtés ayant délimité des agglomérations d'assainissement et des arrêtés ayant fixé des objectifs de réduction de flux polluants signés avant le 22.06.2007

FICHE C.2 Précisions sur les procédures « epandages » (2130) et « rejets » (2230) ; Destination des boues (Art.11.)

FICHE C.3 Contrôles inopinés

D PRINCIPES GENERAUX POUR LA CONCEPTION ET LE DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES

FICHE D.1 Notion de « coûts non excessifs » figurant à l'art. R 2224-10 du CGCT.

FICHE D.2 Notion d'« Ensemble techniquement cohérent »

FICHE D.3 Obligation de respect des objectifs de qualité.

E PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX OUVRAGES DE COLLECTE

FICHE E.1 Performance des ouvrages de collecte

F PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX STATIONS D'EPURATION

FICHE F.1 Performances et détermination du niveau de rejet (art. 14 et 15 et annexes II et III).

FICHE F.2 Implantation : nuisances de voisinage, zones inondables (art. 2 et 13).

FICHE F.3 Dispositif de rejet

FICHE F.4 Analyse des risques de défaillances (art.15 dernier alinéa)

G DOCUMENT D'INCIDENCE

FICHE G.1 Indications générales pour son élaboration.

FICHE G.2 Précisions apportées par l'arrêté du 22.06.07 sur le contenu du document d'incidence ; Demandes de compléments par les services.

FICHE G.3 Informations concernant les effluents autres que domestiques et notamment les substances dangereuses déversées dans le réseau .

H TRAVAUX , EXPLOITATION, ENTRETIEN (MISSIONS RESPECTIVES DES MAITRES D'OUVRAGES ET DES SERVICES DE POLICE DES EAUX)

FICHE H.1 Réduction de l'impact et information des services de police de eaux ; lien avec le manuel d'autosurveillance (art.4)

FICHE H.2 Réception des travaux sur réseau, accréditation COFRAC (Art. 7)

TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR DES FICHES TECHNIQUES

THEME	INTITULE DE LA FICHE	DATE DE CREATION	DATE DE MISE A JOUR
A - Tableau de synthèse des principales modifications introduites par l'arrêté du 22 juin 2007 en ce qui concerne l'assainissement collectif		14/02/2008	
B - Contexte législatif et réglementaire de l'arrêté du 22 juin 2007	FICHE B.1 : Bases législatives et réglementaires de l'arrêté	14/02/2008	
	FICHE B.2 : Contexte juridique du renforcement des Contrôles des déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux	14/02/2008	
C - Précisions sur certaines procédures mises en œuvre lors de l'application de l'arrêté du 22 juin 2007	FICHE C.1 : Devenir des arrêtés ayant délimité des agglomérations d'assainissement et des arrêtés ayant fixé des objectifs de réduction de flux polluants signés avant le 22.06.2007	14/02/2008	
	FICHE C.2 : Précisions sur les procédures « epandages » (2130) et « rejets » (2230) ; Destination des boues (Art.11.)	14/02/2008	
	FICHE C.3 : Contrôles inopinés	14/02/2008	
D – Principes généraux pour la conception et le dimensionnement des ouvrages	FICHE D.1 : Notion de « coûts non excessifs » figurant à l'art. R 2224-10 du CGCT.	14/02/2008	
	FICHE D.2 : Notion d'« Ensemble techniquement cohérent »	14/02/2008	
	FICHE D.3 : Obligation de respect des objectifs de qualité	14/02/2008	
E - Prescriptions relatives aux ouvrages de collecte	FICHE E.1 : Performance des ouvrages de collecte	14/02/2008	
F - Prescriptions relatives aux stations d'épuration	FICHE F.1 : Performances et détermination du niveau de rejet (art. 14 et 15 et annexes II et III)	14/02/2008	

	FICHE F.2 : Implantation : nuisances de voisinage, zones inondables (art. 2 et 13).	14/02/2008	
	FICHE F.3 : Dispositif de rejet	14/02/2008	
	FICHE F.4 : Analyse des risques de défaillances (art.15 dernier alinéa)	14/02/2008	
G- Document d'incidence	FICHE G.1 : Indications générales pour son élaboration	14/02/2008	
	FICHE G.2 : Précisions apportées par l'arrêté du 22.06.07 sur le contenu du document d'incidence ; Demandes de compléments par les services	14/02/2008	
	FICHE G.3 : Informations concernant les effluents autres que domestiques et notamment les substances dangereuses déversées dans le réseau	14/02/2008	
H - travaux , exploitation, entretien (missions respectives des maîtres d'ouvrages et des services de police des eaux)	FICHE H.1 : Réduction de l'impact et information des services de police de eaux ; lien avec le manuel d'autosurveillance (art.4)	14/02/2008	
	FICHE H.2 : Réception des travaux sur réseau, accréditation COFRAC (Art. 7)	14/02/2008	
I - eaux usées non domestiques, substances dangereuses	FICHE I.1 : Conditions de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux	à venir	
	FICHE I.2 : Déclaration sur le site GEREP (station d'épuration d'une capacité supérieure à 6000 kg/j de DBO5)	à venir	
	FICHE I.3 : Surveillance du milieu récepteur	à venir	
	FICHE I.4 : Zones d'application des conventions maritimes	à venir	
	FICHE I.5 : Rejet des hopitaux ;	à venir	
J - Autosurveillance	FICHE J.1 : Appareillage pour le contrôle	à venir	
	FICHE J.2 : Schéma organisationnel général de l'autosurveillance	à venir	
	FICHE J.3 : Missions du maître d'ouvrage ou de son prestataire	à venir	
	FICHE J.4 : Mission de l'agence de l'eau	à venir	
	FICHE J.5 : Missions du service de police de l'eau	à venir	
	FICHE J.6 : Assistance du SATESE	à venir	
	FICHE J.7 : Manuel d'autosurveillance	à venir	
	FICHE J.8 : Autosurveillance de la stations d'épuration	à venir	
	FICHE J.9 : Autosurveillance en situations inhabituelles	à venir	
	FICHE J.10 : Fréquence des mesures en fonction de la capacité des stations d'épuration	à venir	
	FICHE J.11 : Format Sandre	à venir	
	FICHE J.12 : Autosurveillance du réseau de collecte	à venir	
	FICHE J.13 : Surveillance du milieu récepteur de rejets des stations d'épuration (voir Fiche 6.4)	à venir	
K – Conformité	FICHE K.1 : Conformité ; (art.17.VII)	à venir	

A - TABLEAU DE SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS INTRODUITES PAR L'ARRETE DU 22 JUIN 2007 EN CE QUI CONCERNE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

TABLEAU DE SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS INTRODUITES PAR L'ARRETE DU 22 JUIN 2007
En ce qui concerne l'assainissement collectif

Objectifs	modifications des textes correspondantes	références	articles concernés	conséquences pour les services de l'Etat	conséquences pour les collectivités
1. Regrouper les textes pour en faciliter la mise en œuvre	Publication d'un arrêté unique remplaçant 3 arrêtés et abrogation de ceux-ci. Comme les texte remplacés, l'arrêté du 22.06.07 définit dans le même temps : l'étendue des prestations des communes en matière d'assainissement ; (CGCT. R 2224-6 à R.2224-17) et les prescriptions techniques minimales nécessaires à la protection des milieux aquatiques récepteurs des rejets des ouvrages de collecte et de traitement. C. Envirt. L.21-2 ; L.21-3 ; R.214-1 ;R.214-6 à R.214-60				
2. Achever la simplification des procédures commencées avec le décret du 6 mai 2006, et accélérer la procédure d'instruction des dossiers :	Suppression dans les prescriptions techniques figurant dans les arrêtés de 1994 et 1996, de toutes les mentions des procédures supprimées au CGCT en 2006 à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • arrêté préfectoral délimitant des « agglomération d'assainissement » • arrêté préfectoral fixant des « objectifs de réduction des flux polluants » (ORFP) par agglomération ; (CGCT : R.2224-6 et suivants). Ces documents sont désormais dépourvus de base légale et sont devenus de simples documents techniques de références, à confronter aux évolutions qui peuvent conduire à s'en écarter				
	en contrepartie : Renforcement des exigences pour le document d'incidence et notamment, définition du « débit de référence », servant au dimensionnement des ouvrages		Art 2	<ul style="list-style-type: none"> • Subordonner la déclaration de recevabilité au respect de ces nouvelles obligations. • Informer les maître d'ouvrages de la situation administrative des ouvrages existant. • Prendre un arrêté 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir un document d'incidence conforme à l'arrêté précisant notamment le débit de référence

				complémentaire, si modification substantielle	
3. Renforcer et améliorer la fiabilité de l'autosurveillance pour mieux estimer les performances de la collecte, du transport et du traitement.	Rappel des prescriptions applicables aux stations d'épuration capables de traiter une CBPO supérieure à 120 kg/j	CGCT art. R 2224-15	6, 8, 14, 15, 17 à 22	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les MO sur les nouvelles exigences dès que possible, si ce n'est déjà fait (1er Mai 2008) • Valider le manuel d'autosurveillance • S'assurer de la transmission des données de l'autosurveillance • Etablir annuellement la situation des ouvrages au regard de la conformité • Informer chaque collectivité de la situation de conformité ou non de ses installations avant le 1er mai 	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter le manuel d'autosurveillance et sa mise en œuvre, à l'arrêté • Pour les communes rurales au sens du I de l'art. D.3334-8-1 passer, si elles le souhaitent, une convention d'assistance avec le Conseil Général (SATESE) pour la mise en œuvre de l'autosurveillance • Transmettre les résultats au SPE et à l'agence au format Sandre suivant le calendrier prescrit
	Extension des modalités générales d'autosurveillance des stations d'épuration d'une traitant une CBPO supérieure à 120 kg/j, à celles traitant une CBPO inférieure à ce seuil, avec quelques obligations dont la mise en œuvre est reportée à 2013;	CGCT art. R 2224-15	art.17,19, 20, 21 et 22	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les MO des aggro < 120 kg/j de DBO5 dans le meilleur délai, si ce n'est déjà fait 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place l'autosurveillance pour les STEP d'une CBPO <120 kg/j de DBO5 conformément à l'arrêté. (mesure de débit en entrée et sortie de STEP) dans le meilleur délai
	Meilleure surveillance des systèmes de collecte pour les agglomérations de plus de 120 kg/j de DBO5	CGCT art. R 2224-15	Art 8 Art 18	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier la pertinence du positionnement des points de mesure aux emplacements caractéristiques du réseau pour les aggro dont la CBPO >600 kg/j de DBO5 • Demander, si nécessaire une estimation de la charge polluante déversée pour les 	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les systèmes de collectes pour mesurer le débit aux emplacements caractéristiques des réseaux de collecte et déversoirs d'orage : • sans délai pour les agglomérations de plus

				<p>agglomération dont la CBPO est comprise entre 120 et 600, pour répondre aux exigences du milieu récepteur</p>	<p>de 6000 kg/j DBO5</p> <ul style="list-style-type: none"> avant le 1er janvier 2010 pour les agglomérations de plus de 600 kg/j DBO5 Mesurer en continu le débit et estimer la charge polluante déversée par temps de pluie ou temps sec pour les agglomérations de plus de 600 kg/j de DBO5 Estimer les périodes de déversement et débits rejetés pour les agglomérations entre 120 et 600 Kg/j de DBO5
	<p>Meilleure surveillance des performances épuratoires des ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la fréquence des mesures et analyses, pour les STEP > 120 kg/j) (voir annexe IV) 	CGCT art. R 2224-15	<p>Art 17 IV et Art 19</p> <p>Annexes et IV</p>	<ul style="list-style-type: none"> Contrôler dans le registre tenu à disposition par l'exploitant, le respect des fréquences prescrites Adapter mesures et fréquences si nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> Respecter la fréquence d'analyses Tenir à jour un registre et le tenir à disposition du SPE et agence de l'eau
	Mise en place de préleveurs permettant une meilleure représentativité et conservation des échantillons avec des exigences	CGCT art. R 2224-15	Art 14 et 15	<ul style="list-style-type: none"> Vérifier conformité du dispositif d'autosurveillance 	<ul style="list-style-type: none"> Pour les agglomérations dont la CBPO \leq 120 kg/j de DBO5, y compris les ouvrages de dérivation : prélèvement en entrée et sortie de STEP (préleveurs mobiles possibles) si performances exprimées en rendement) Pour les agglomérations dont la CBPO > 120 : exigences plus strictes (voir arrêté) Décrire l'appareillage

					dans le manuel d'autosurveillance
4. Facilier l'évaluation par les services des performances des ouvrages	Validation du programme de mesure annuel de surveillance de fonctionnement et des rejets des STEP pour les agglo avec CBPO>120 kg/j de DBO5	CGCT art. R 2224-15	19 II	<ul style="list-style-type: none"> • valider programme de mesure annuel en début d'année 	<ul style="list-style-type: none"> • adresser au SPE pour acceptation et à l'agence de l'eau, le programme de mesures en début de chaque année
	Contenu du manuel d'autosurveillance plus détaillé (imposé à partir du 1er janvier 2013 pour les STEP d'une CBPO comprise entre 1,2 et 120 kg/j de DBO5)	CGCT art. R 2224-15	Art.17 II	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le contenu du manuel et le valider 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer le manuel d'AS selon les règles précisées à l'article 17 II • Le mettre à jour régulièrement • Le diffuser à l'agence de l'eau et au SPE
	Précisions sur le calendrier, les modalités d'échange et de validation des données d'autosurveillance (obligation d'utiliser le format « Sandre » à compter du 01.01.08 sauf impossibilité démontrée), (art. 17.V)		17 V à VII	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir annuellement, avant le 1er mai de l'année N+1, la conformité des performances du système de collecte et de traitement à partir de l'expertise conduite par l'agence de l'eau sur l'AS, PV de réception des travaux et résultats des contrôles inopinés • Informer les collectivités sur leur situation avant le 1er mai • (tous les deux ans pour les agglo <30 kg J DBO5) 	<ul style="list-style-type: none"> • Transmettre au SPE et à l'agence, les données réalisées le mois N, pour le mois N+1 sous format SANDRE sauf si non spécifié ou impossibilités techniques • Rédaction d'un bilan annuel de conformité avant le 1er mars de l'année N+1 au SPE et agence • Transmettre sans délai les données en cas de dépassement de seuil avec commentaires
	Obligation pour les communes de vérifier la fiabilité de l'appareillage de contrôle et procédures d'analyses et obligation pour les agences de l'eau de vérifier la fiabilité des données transmises par les collectivités à l'agence et au SPE		Art 17 III	<ul style="list-style-type: none"> • Se concerter avec l'agence de l'eau sur l'expertise de la fiabilité de l'appareillage et procédures d'analyse qu'elle doit conduire régulièrement • Réceptionner le résultat de 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier annuellement le fonctionnement du dispositif d'autosurveillance et notamment la fiabilité de l'appareillage pour

	(imposé à partir du 1er janvier 2013 pour les STEP d'une CBPO comprise entre 1,2 et 120 kg/j de DBO5)			l'expertise conduite par l'agence pour le compte du SPE et celui de la vérification faite par la commune	le contrôle de STEP suivant les indications figurant dans le commentaire technique de la direction de l'eau ; joindre le CR de cette vérification au CR annuel
	Pour les STEP < 600 kg/j de DBO5, précisions sur l'évaluation de N et P dans les zones sensibles où la France fait application de l' article 5.4 de la directive ERUcalc		Art 19 I	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer le rendement global N et P par sous-bassins 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer les flux annuels des entrées et sorties pour N et P pour les STEP traitant une CBPO>1,2 kg/j de DBO5 (pas d'obligation de traitement N et P)
5. Renforcer l'autosurveillance en ce qui concerne les rejets de substances dangereuses en vue de réduire, voire de supprimer leur incidence sur le milieu récepteur	<p>Pour concourir à la diminution ou à la suppression des rejets des substances prioritaires ou dangereuses dans le milieu aquatique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rappel du régime d'autorisation et de surveillance par la commune des déversements d'effluents non domestiques dans les réseaux, 	<p>Directive 2006/11 CE du 15.02.06 ; Décret 2005-378 du 20.04.05 ; arrêtés et circulaire du 07 mai 2007 pris pour son application</p>	Art. 6	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les MO. • S'assurer de la transmission périodique des mesures prévues à l'art. 6 	<ul style="list-style-type: none"> • Connaître la nature et les caractéristiques des effluents non domestiques déversés dans les réseaux, soit par des campagnes de mesures, soit par des connaissances des rejets dans le réseau, soit par des connaissances du type d'industrie raccordée et du type d'émission généré • Faire un inventaire des autorisations de raccordement • Soumettre à examen et le cas échéant autoriser tous les déversements d'effluents non domestiques

					<p>conduire investigations sur l'origine des pollutions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les exigences de suivi par les industriels en conséquence dans les autorisations de déversement • joindre les résultats du suivi au bilan annuel de l'autosurveillance
					<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre les moyens pour avoir une connaissance quantitative et qualitative des substances visées, pénétrant dans les STEP et en sortant (y compris dans les boues); • s'assurer que les valeurs limites ne sont pas dépassées au titre de l'auto surveillance des réseaux et vérifier la compatibilité de ces déversements avec le décret du 20 avril 2005. Les autoriser s'il peuvent être déversés.
	Obligation de déclaration annuelle des émissions polluantes des substances listées en annexe à un arrêté ministériel (DPPR) pris pour l'application du Règlement européen pour les STEP d'une capacité de traitement supérieure à 100 000 EH (6000 kg/j de DBO5),	Règlement européen 166/2006 du 18.01.2006	Art.19.IV	<ul style="list-style-type: none"> • Adresser annuellement aux MO concernés une lettre de rappel. • Vérifier les déclaration conformément à l'AM mentionné colonne 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire la déclaration annuelle sur le site GEREP en se référant au guide de déclaration présenté sur ce site. avant le 1er avril de l'année N+1

	Obligation de déclaration pour les STEP traitant une CBPO > 600 kg/j de DBO5, des flux annuels de métaux déversés dans les zones littorales des conventions OSPAR, Barcelone, Carthagène	Convention OSPAR, de Barcelone et de Carthagène	Art. 19.III	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les agglomérations concernées et vérifier si ces données sont transmises • Informer les communes concernées • Recevoir annuellement les déclarations à partir de 2009 sous une forme qui sera préciser dans le Commentaire technique • Transmettre annuellement les données à la direction de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Transmission annuelle des estimations ou mesures des flux, suivant les indication du « commentaire technique » • Fournir estimation des flux annuels déversés pour les paramètres précisés dans l'arrêté ministériel
	Mise en place d'une surveillance du milieu aquatique, lorsqu'il y un risque de son déclassement par rapport au objectifs du programme de réduction des substances dangereuses		Art 20 et annexe IV	<ul style="list-style-type: none"> • Donner accord préalable sur l'aménagement des points de prélèvement • A Adapter à la taille de l'agglomération pour éviter d'entraîner des dépenses inconsidérées. <p><u>Instruction complémentaire à venir.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un suivi approprié du milieu récepteur (au moins une mesure par an, au moins deux points de mesure si rejet dans un cours d'eau à une distance ad hoc pour que la mesure soit représentative) <p><u>Instruction complémentaire à venir.</u></p>
6. Renforcer la qualité des ouvrages de collecte et de traitement et sécuriser certaines opérations	Fixation de performances épuratoires minimales plus sévères pour les ouvrages traitant moins de 120 kg/j de DBO5, y compris ceux traitant moins de 12 kg/j; Délai pour les lagunages (juqu'en 2013)	CGCT R 2224-art 11 et 12	Art 14 (annexe I)	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les MO • Adapter le cas échéant les récépissés de déclaration par un AP complémentaire avant le 31.12.2008 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le nécessaire pour atteindre les performances
	Définition des situations dans lesquelles le non-respect des performances requises est toléré, dites « situations inhabituelles ».	CGCT R 2224-art 11	Art. 15 et 17 VI	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier, le cas échéant, si les dépassements de seuils sont corrélés à des situations inhabituelles. 	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de dépassement, indiquer au SPE s'ils correspondent à des situations « exceptionnelles » du

					17 VI (à justifier)
	Encadrement technique de l'infiltration des eaux traitées si le rejet dans un cours d'eau est impossible	CGCT R 2224-art 11 et suiv.	Art 10	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter le cas échéant les récipients de déclaration par un AP complémentaire avant le 31.12.2008 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire réaliser une étude de sol, soumise pour les installations > 12 kg/j à un hydrogéologue agréé ; • Adapter le cas échéant les ouvrages pour permettre l'infiltration
	Accréditation obligatoire par le « COFRAC » des opérateurs externes pour la réception des travaux concernant les ouvrages de collecte ;		art 7	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'accréditation 	<ul style="list-style-type: none"> • Recourir à des opérateurs accrédités pour le contrôle des travaux sur réseaux • Adresser PV de réception au SPE et l'agence
	Référence possible aux CCTG « assainissement » pour la conception des ouvrages de collecte et de traitement ;		Art.5, 7, 9	<ul style="list-style-type: none"> • Inciter les communes à se référer aux CCTG lors de la préparation des marchés de travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Se référer autant que possible au CGCT
	Implantation des stations d'épuration à une distance suffisante des points de captage, et hors zone non inondable de manière à prévenir tout risque de contamination ;		Art 13	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier localisation des nouvelles STEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Lors de l'implantation des STEP, tenir compte des points de captages et des zones inondables • Indiquer dans le document d'incidence les mesure requise par l'art. 13.
	Fixation d'un délai minimum d'un mois à l'avance pour l'information des SPE avant travaux d'entretien prévisibles pouvant avoir un impact sur la qualité de l'environnement pour les STEP des aggro dont la CBPO > 12 kg/j de DBO5	CGCT R 2224-7 à 16	Art 4	<ul style="list-style-type: none"> • Prescrire, si nécessaire, sous 15 jours, des mesures visant à réduire les effets ou demander le report des opérations si les effets sont jugés excessifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter ce délai
	Raccordements des réseaux eau pluviale soumis à autorisation		Art. 5		<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'acceptabilité de ces raccordements

Les bassins d'orage éventuels du réseau de collecte doivent être étanches et pouvoir être vidangés en 24 heures (prévention de odeurs)		Art.5	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité d'intégrer ces obligations dans les contrôles inopinés 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'étanchéité et les conditions de vidange des bassins
Dispositif obligatoire de prévention de la noyade dans les bassins ; respect des règles de sécurité des travailleurs et de protection contre l'incendie ;		Art 9		<ul style="list-style-type: none"> • Equiper les bassins, vérifier le respect des règles de sécurité

B CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

FICHE B.1 BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES DE L'ARRETE

a Rattachement au Code général des collectivités territoriales et au Code de l'environnement (Milieux aquatiques, police de l'eau).

L' arrêté du 22juin 2007 est pris en application des articles R.2224-10, R.2224-11, R.2224-15, R.2224-17 de la section 2 « Eau et assainissement » du chapitre IV « Services publics industriels et commerciaux du titre II « Services communaux », du code général des collectivités territoriales ; il définit dans ce cadre « l'étendue des prestations afférentes aux services communaux d'assainissement ».

b Rattachement au Code de l'environnement (Milieux aquatiques, police de l'eau).

Il est pris également pour l'application des articles L.211-2, L.211-3, , L.214-1, L.214-3.III et suivants et R. 214-1 à 60 du code de l'environnement (régime de l'eau); il fixe dans ce cadre « les prescriptions techniques qui permettent de garantir l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées urbaines », notamment dans les cas où les ouvrages d'assainissement, en fonction de leur capacité de traitement sont soumis à autorisation ou à déclaration en application des dispositions du titre Iier « Milieu aquatique » du livre II du code de l'environnement.

Ces derniers articles codifient respectivement l'article 10 de la loi sur l'eau de 1992 et les décrets 92-742, et 92-743 du 29 mars 1993; ils instituent le régime d'autorisation et de déclaration pour les ouvrages, installations, travaux, activités, qui figurent sur la nomenclature annexée désormais à l'art. R.214-1 de ce code.

Les stations d'épuration et les déversoirs d'orage figurent aux rubrique 2110 et 2120 de cette nomenclature. Ils relèvent ainsi du régime d'autorisation et de déclaration institué aux articles L.214-1 à 3, et R. 214-6 de ce code, et ils doivent respecter certaines « prescriptions techniques générales » au sens de l'article L.214-3.

L'arrêté du 22 juin 2006 est l'arrêté fixant ces prescription générales applicables aux ouvrages visés aux rubriques 2110 et 2120 .

C'est pourquoi :

- d'une part, son article 1 précise que « les ouvrages de collecte et de traitement inscrits à la nomenclature annexées à l'article R.214-1 du code de l'environnement et les conditions de leur exploitation respectent les dispositions du présent arrêté »,
- d'autre part, son article 3 précise que « l'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect du présent arrêté » .

c Régime pénal et sanctions applicables

Le régime pénal institué en vue de la protection des milieux aquatiques (art. L.216-3 à L.216-14, et R.216-7 à R.216-14 du code de l'environnement), issus de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et des décrets pris pour son application, est applicable en cas d'infraction aux dispositions de cet arrêté, et la mise en demeure prévue aux articles L.216-1 et L.216-1-1 du même code, est applicable, dans les conditions rappelées par la circulaire du 8 décembre 2006 du ministre chargé de l'environnement, en cas de non-respect de cet arrêté par les maîtres d'ouvrages.

FICHE B.2 CONTEXTE JURIDIQUE DU RENFORCEMENT DES CONTROLES DES DEVERSEMENTS D'EAUX USEES NON DOMESTIQUES DANS LES RESEAUX.

Les conditions de surveillances par les exploitants des réseaux, des déversements d'eaux usées non domestiques dans leurs ouvrages, sont notablement renforcées et précisées à l'article 6, à la suite de la publication :

- d'une part, pour tous les rejets , y compris ceux des agglomérations d'assainissement, du décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 de l'arrêté du 23.04.2005, et de la circulaire du 07.05.2007, relatifs au programme national d'action contre la pollution par certaines substances dangereuses et à la fixation de normes de qualité environnementales des milieux aquatiques en ce qui concerne les substances dangereuses;
- d'autre part, pour les installations de traitement des eaux urbaines résiduaires d'une capacité supérieure à 100.000 habitants, du Règlement européen n° 166/2006 du 18.01. 2006, concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et de l'arrêté ministériel pris pour son application, actuellement en préparation, devant préciser les modalités de déclarations annuelles des substances dangereuses,

Le décret du 20 avril 2005 prévoit notamment l'établissement d'un programme national de réduction ou d'élimination des substances dangereuses dans les eaux (hors eaux souterraines); l'arrêté du 21mars 2007 modifiant l'arrêté du 20 avril 2005, pris pour son application, a fixé des valeurs-limites de concentration dans l'eau pour différentes substances.

Le décret du 20 avril 2005 prévoit notamment que les autorisations de rejets délivrées en application tant de la loi sur l'eau que de la loi sur les installations classées, doivent prendre en compte les normes de qualité fixées par cet arrêté. Cela concerne les autorisations relatives aux stations d'épuration. Le terme d' « autorisation » doit s'entendre comme visant également les déclarations du régime de l'eau et du régime des ICPE.

C PRECISIONS SUR CERTAINES PROCEDURES MISES EN ŒUVRE LORS DE L'APPLICATION DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

FICHE C.1 DEVENIR DES ARRETES AYANT DELIMITE DES AGGLOMERATIONS D'ASSAINISSEMENT ET DES ARRETES AYANT FIXE DES OBJECTIFS DE REDUCTION DE FLUX POLLUANTS SIGNES AVANT LE 22.06.2007

a S'agissant des cartes d'agglomération :

Le préfet ne prend plus en charge la délimitation de l'agglomération qui est à la charge de la collectivité assurant la maîtrise d'ouvrage de la station d'épuration et est responsable du rejet dans le milieu. C'est maintenant à l'occasion de l'élaboration du document d'incidence à joindre à la demande d'autorisation ou à la déclaration que l'agglomération d'assainissement doit être établie et présentée.

Lors qu'une agglomération a été délimitée par arrêté du préfet, la collectivité doit tenir compte de cette carte, et l'actualiser si cela est nécessaire en se référant à la définition réglementaire de l'agglomération, et au « Guide des définitions » (section 1.1.1.). L'arrêté lui-même n'a plus aucune validité et n'est pas opposable.

b Les arrêté fixant des ORFP :

Ils sont désormais dépourvus de base légale. Il revient au maître d'ouvrage dans le cadre du document d'incidence d'établir des seuils de rejets en tenant compte de l'ensemble des contraintes réglementaires visant à la protection du milieu aquatique récepteur des rejets et notamment des objectifs de qualité. (Voir ci-après fiche C.3 relative aux « objectifs de qualité » et, dans la circulaire du 12.05.95, le parag 2.4. « détermination des niveaux de rejets »).

FICHE C.2 PRECISIONS SUR LES PROCEDURES « EPANDAGES » (2130) ET « REJETS » (2230) ; DESTINATION DES BOUES (ART.11.)

a Coordination des procédures « ouvrages d'assainissement » et « épandage de boues ».

En application de l'art.R.214-6 III 2° du code de l'environnement, le document d'incidence des stations d'épuration doit présenter « les modalités prévues pour l'élimination des sous-produits ». Cela ne signifie nullement que les procédures applicables respectivement aux ouvrages d'assainissement et aux épandages des boues doivent nécessairement être conduites simultanément. En effet , le soucis de conduire simultanément ces deux procédures a parfois provoqué des retards voir des blocages, en raison de difficultés rencontrées dans l'élaboration de plans d'épandages.

Toutefois à l'occasion de la communication par la collectivité du document d'incidence de la station d'épuration au service chargé de la police des eaux, ce dernier devra faire le point avec le maître d'ouvrage des difficultés que l'élimination ou la valorisation des sous-produits de l'épuration pourrait le cas échéant présenter ; il lui apportera son concours pour surmonter ces difficultés, en association avec la mission départementale constituée à cette fin lorsqu'une telle mission aura été créée.

b Destination des boues autres que l'épandage :

Le décret 97-1333 du 08.12.1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées précises (art.2) que les boues ont le caractère de déchet. Dans la mesure où elles sont valorisables, elles ne sont pas des « déchets ultimes » au sens de l'article L. 541-1 III du code de l'environnement ainsi rédigé : « Est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est pas susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ».

Or seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge. Toutefois la possibilité de tenir compte des conditions techniques et économiques du moment, permet,

s'agissant des boues, d'accepter leur mise en décharge à titre provisoire, s'il est établi qu'il n'existe aucun mode de leur valorisation dans les conditions techniques du moment.

Par ailleurs les sables issus de l'épuration peuvent être valorisés notamment en technique routière sous certaines conditions réglementaires.

c Rubrique « Rejets » (n° 2230) de la nomenclature

La rubrique n° 2230 de la nomenclature annexée à l'art. R.214-1 (« rejets à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4130, 2110, 2120 et 2150 ») n'est applicable ni aux stations d'épurations ni aux déversoirs d'orage, même lorsque leur importance est inférieure aux seuils fixés par ces dernières rubriques.

FICHE C.3 CONTROLES INOPINES

Les contrôles inopinés mentionnés à l'article 23 font l'objet du point 6 de la circulaire du 06 novembre 2000 relatif à la surveillance des systèmes d'assainissement de plus de 2000 E.H.. Il y a lieu de s'y référer, en tenant compte toutefois de l'arrêté du 22 juin 07, notamment en ce qui concerne les conditions de financement de ces contrôles.

En effet, l'arrêté du 22 décembre 1994 prévoyait que le coût des analyses réalisées dans le cadre des contrôles inopinés était à la charge de l'exploitant. S'agissant de contrôles réalisés dans le cadre de missions de police, dont le coût revient à l'Etat, cette disposition était dépourvue de base légale, c'est pourquoi elle a été supprimée (L'article R.214-50 et l'article R.214-15 dernier alinéa, du code de l'environnement, permettant au préfet de mettre certains contrôles réalisés dans le cadre de l'autosurveillance à la charge du bénéficiaire de l'autorisation, ne peuvent concerner les contrôles inopinés . Ainsi, le coût de l'ensemble des contrôles inopinés est à la charge de l'Etat.

D PRINCIPES GENERAUX POUR LA CONCEPTION ET LE DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES

FICHE D.1 NOTION DE « COUTS NON EXCESSIFS » FIGURANT A L'ART. R 2224-10 DU CGCT.

L'art. R 2224-10 dispose qu'«un arrêté des ministres de la Santé et de l'Environnement... fixe les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir **sans coût excessif** l'efficacité de la collecte et du transport des eaux usées ainsi que celle des mesures prises pour limiter les pointes de pollution, notamment celles dues aux fortes pluies ».

Cet alinéa a été introduit pour tenir compte de la directive ERU qui précise, en annexe 1.A :

d'une part : « Systèmes de collecte : la conception, la construction et l'entretien des systèmes de collecte sont entrepris sur la base des connaissances techniques les plus avancées sans entraîner de coût excessif, notamment en ce qui concerne :

- le volume et les caractéristiques des eaux résiduaires urbaines ;

- la prévention des fuites
- la limitation de la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges dues aux pluies d'orage »,

d'autre part, dans une note de l'annexe I : « Étant donné qu'en pratique il n'est pas possible de construire des systèmes de collecte et des stations d'épuration permettant de traiter toutes les eaux usées dans des situations telles que la survenance de précipitations exceptionnellement fortes, les États membres décident des mesures à prendre pour limiter la pollution résultant des surcharges dues aux pluies d'orage. Ces mesures pourraient se fonder sur les taux de dilution ou la capacité par rapport au débit par temps sec ou indiquer un nombre acceptable de surcharges chaque année » (note de l'annexe 1 de la directive ERU).

La limitation du coût excessif résulte du choix de la capacité des ouvrages d'épuration, qui doit être précisée dans le document. d'incidence en application notamment de l'art. R.214-16 III.2)c) du code de l'environnement). Cette capacité tient compte du « débit de référence » mentionné à l' art.2.I.e) de l'arrêté du 22.06.07. (voir le commentaire de cette expression au 2.2.2.3. du « Guide des définitions » mentionné en introduction).

FICHE D.2 NOTION D'« ENSEMBLE TECHNIQUEMENT COHERENT »

L' article 2 de l'arrêté du 22 juin 2007 est fondamental car, d'une part, dans son alinéa 1er, il présente les principes sur lesquels sont fondés la conception et notamment le dimensionnement des réseaux de collecte et des stations d'épuration des eaux usées, et d'autre part, et consécutivement, dans son alinéa 2, il précise le contenu du document d'incidence à joindre à la demande d'autorisation ou à la déclaration de ces ouvrages, en application des art. R.214-6 et R.214-32 du code de l'environnement . Le document d'incidence fait l'objet du thème G ci après.

L'alinéa 1 précise que « Les systèmes de collecte et les stations d'épuration d'une agglomération d'assainissement doivent être dimensionnés, conçus, réhabilités, exploités comme des **ensembles techniquement cohérents** ».

En conséquence, à l'échelle de l'agglomération d'assainissement, et de la zone d'assainissement collectif, dans les limites de l'urbanisation précisées au dernier alinéa ci-après, une compatibilité doit être assurée :

* **d'une part**, du point de vue de la capacité **hydraulique** entre :

- le débits produit par les déversements dus aux raccordements d'immeubles et d'établissement rejetant des eaux usées autres que domestiques au réseau, et le dimensionnement des ouvrages (réseau et STEP) ;
- le dimensionnement des différentes sections de réseau entre elles ;
- le dimensionnement du réseau et celui de la STEP;

* **d'autre part**, du point de vue de la **charge polluante**, la cohérence doit être assurée entre la charge produite et collectée, et les caractéristiques de la station d'épuration, non seulement pour les paramètres classiques mais aussi pour les autres substances qui peuvent arriver à la station d'épuration, en fonction des raccordements d'eaux usées non domestiques (voir ci-après le commentaire de l'article 6);

La notion d'« ensemble techniquement cohérent » renvoie ainsi à l'ensemble les *contraintes amont*.

L'obligation de cohérence technique doit être prise en compte dès la conception des ouvrages, en tenant compte des extensions urbaines prévisibles à l'horizon de la durée de vie des ouvrages et notamment de la STEP ; elle doit être maintenue lors de l'extension de l'urbanisation ; la circulaire . du 08 décembre 2006 dans sa section relative à l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs, a précisé les conditions dans lesquelles la cohérence doit être vérifiée entre le dimensionnement

des ouvrages d'assainissement et la population agglomérée compte tenu de son accroissement).

FICHE D.3 OBLIGATION DE RESPECT DES OBJECTIFS DE QUALITE.

Les caractéristiques de l'ensemble constitué par le réseau de collecte et la station d'épuration doivent être « adaptés au milieu récepteur et **permettre d'atteindre les objectifs de qualité** »: le premier alinéa de l'article 2 rappelle ainsi, les *contraintes avals* ou celles liées au milieu aquatique récepteur des rejets. Les objectifs de qualité sont également mentionnés aux art. 2, 9, 4 ; 14.1° et 15 de l'arrêté du 22 juin 2007.

Les objectifs de qualité des eaux sont définis :

- au plan national en fonction des usages et de l'affectation des eaux, à l'article D.211-10 du code de l'environnement, remplaçant le décret 91-1283 du 19 dec.1991, abrogé ; les usages et l'affectation des eaux étant la production d'eau alimentaire, la vie du poisson, l'activité conchylicole, la baignade. Toutefois cet article ne mentionne pas les normes de qualité environnementales applicables aux substances dangereuses, et qui sont définies par le décret du 20 avril 2005 et les arrêtés pris pour son application, et qui doivent être également respectés ;
- Au niveau du bassin hydrographique, par certains SDAGE et pour certains paramètres. Les SDAGE doivent cependant être modifiés dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'eau ; mais en l'absence de leur modification effective, les SDAGE et les SAGE actuels restent applicables, comme le rappelle la circulaire du 28 juillet 2005 précitée. Toutefois, le point 4.3, de cette circulaire demande aux services de police des eaux de tenir les maîtres d'ouvrages informés des modifications en préparation (concernant les objectifs de qualité) susceptibles de les concerner, de manière à ce qu'ils puissent prévoir leurs investissements en matière de dépollution le plus tôt possible pour les échelonner d'ici 2015.
- Au plan départemental, par les cartes départementales d'objectifs de qualité.

E PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX OUVRAGES DE COLLECTE

FICHE E.1 PERFORMANCE DES OUVRAGES DE COLLECTE

a Pourcentage du débit de temps sec acheminé à la station d'épuration.

En application de l'art.5, alinéa 1, « les systèmes de collecte doivent être conçus dimensionnés réalisés (...) de manière à : (...) -éviter tout rejet direct ou déversement en temps sec de pollution non traitée ». Or, des rejets non chroniques, de courte durée, de faible débit et de faible fréquence, ne peuvent être totalement exclus au niveau des déversoirs d'orage ; ils peuvent donc être tolérés sans que cela remette en cause la conformité avec l'objectif de la directive.

Toutefois, la question s'est parfois posée de savoir si une tolérance de déversements par temps sec jusqu'à 5% de la charge était compatible avec la directive. Une telle tolérance a pu être déduite, indûment, d'un objectif généralement admis d'une collecte de 95 % la charge produite. Or ces 95 % concernent la collecte, hors déversoirs d'orage, ils tiennent compte de ce qu'une certaine perte en ligne des réseaux est inévitable, mais ils ne signifient pas que des déversements des déversoirs d'orage par temps sec puissent être acceptés au-delà de ceux mentionnés au premier alinéa.

b Eaux claires parasites.

En application de l'art.5, alinéa 1, « les systèmes de collecte doivent être conçus dimensionnés réalisés (...) de manière à :

- « éviter les apports d'eaux parasites risquant d'occasionner des dysfonctionnements des ouvrages. Ces eaux comprennent notamment les eaux de nappes, les eaux météoriques, les raccordements d'émissaires pluviaux des particuliers aux réseaux d'eaux usées (ces derniers étant interdits). Cette prescription complète l'article R. 1331-1 du code de la santé publique qui interdit l'introduction dans les systèmes de collecte, d'eaux de sources, d'eaux souterraines, d'eaux de vidange de piscines.

c Référence aux C.C.T.G

Afin de garantir une conception, une réalisation, un entretien des réseaux de collecte conforme aux règles de l'art, l'alinéa 2 de l'art. 5 précise que les collectivités peuvent se référer à des documents-guides : les « Cahiers des Clauses Techniques Générales » applicables aux marchés publics de travaux , ouvrages d'assainissement, réseaux sous pression, ouvrages de relèvement, de pompage, de refoulement des eaux usées.

Ces documents ont été approuvés par le décret n° 92-72 du 16 janvier 1992.

Ils servent de document de référence pour l'élaboration des cahiers des charges de mise en concurrence, dans le cadre de la procédure de passation des marchés publics.

Il n'ont pas été approuvés pour s'appliquer sans une marge d'appréciation de la collectivité en fonction des situations particulières qui peuvent se présenter. Ils ne peuvent donc leur être imposés. Ces remarques concernent également le CCTG relatif à la conception des STEP qui est mentionné à l'art. 9.

d Délai de vidange des bassins d'orage

Le dernier alinéa de l'art 5 précise que les vidanges des bassins d'orage doivent être réalisables en 24 heures afin de limiter les nuisances olfactives occasionnées par ces vidanges; cela ne signifie pas que ces vidanges doivent, dans tous les cas, être réalisées dans ce délai, mais seulement que ces ouvrages doivent être conçus dans cet objectif ; en effet dans certains cas, la prise en compte de l'objectif concurrent que représente le maintien de la qualité des eaux receptrices des rejets, peut conduire à allonger la période de vidange au delà de 24 h., et à opter en conséquence pour un moyen terme entre la limitation des nuisances olfactives occasionnées par la vidange, si elle se prolonge, et la régulation du déversement de la charge polluante dans le milieu aquatique.

F PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX STATIONS D'EPURATION

(La liste des guides traitant des problèmes que présentent la conception, l'implantation, la réhabilitation des stations d'épuration, établis par les Agence de l'eau, est présentée en introduction au présent commentaire).

FICHE F.1 PERFORMANCES ET DETERMINATION DU NIVEAU DE REJET (ART. 14 ET 15 ET ANNEXES II ET III) .

a Performances de traitement

Comme le précisent les titres des articles 14 et 15, et les titres des annexes I et II, les performances minimales de traitement sont fixées en fonction de la charge brute de pollution organique (CBPO), produite dans l'agglomération d'assainissement ; alors que les fréquences des mesures de l'autosurveillance sont établies en fonction de la capacité des ouvrages (voir fiche J. 10).

Pour déterminer les valeurs-seuils de rejets, le parag 2.4. de la circulaire. du 12.05.95 présente la démarche à suivre; cet démarche reste pleinement applicable ; elle doit cependant être complétée pour ce qui concerne les substance dangereuses

Le calcul du rendement et celui de la concentration des rejets doivent intégrer les débits et les charges déversées dans le milieu naturel en cours de traitement par des dispositifs de rejets inter-ouvrages.

S'agissant des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg/ de DBO5, le rendement minimum requis pour le paramètre DBO5, dans le cas d'un traitement physico-chimique, était précédemment de 30 %.Ce rendement est aujourd'hui notoirement en deça des possibilités techniques de traitement des équipements d'épuration de cette dimension. C'est pourquoi ce seuil est fixé désormais à 60 %.

b Prise en compte des cumuls de rejets de plusieurs établissements.

Des rejets importants et rapprochés peuvent être situés à une faible distance du rejet de la station d'épuration. Dans ce cas, il est recommandé au service chargé de la police des eaux de faire réaliser par un bureau d'étude mandaté et rémunéré par lui, une étude particulière qui lui permettra de disposer d'une information globale sur le régime hydrologique de la section de cours d'eau en cause, sur les différents apports de charge polluante, y compris diffus, qui l'affecte, sur la charge polluante qui doit être éliminée globalement (en tenant également compte du fait que les objectifs de qualité peuvent ne pas être respectés à l'amont de la STEP), sur la répartition de l'effort de dépollution entre les maître d'ouvrages des différents rejets, en tenant compte notamment de la charge brute collectée par chacun d'eux. Cette approche globale devra être conduite en concertation avec les DRIRE et les DDSV chargés du contrôle des installations classées et à ce titre du respect par ces établissements des objectifs de qualité.

Le CEMAGREF élabore actuellement un document méthodologique en vue de la gestion de ces situations.

FICHE F.2 IMPLANTATION : NUISANCES DE VOISINAGE, ZONES INONDABLES (ART. 2 ET 13).

a Les nuisances sonores

sont réglementées aux articles R.1334-30 à R.1334-36 du code de la santé publique ; notamment, l'article R.1334- 33 fixe une valeur-limite de 5 dB au dessus du bruit ambiant.

Ses dispositions peuvent faire l'objet de contrôles par les catégories d'agents habilités à constater les infractions à ce code.

b Les nuisances olfactives,

Depuis la loi du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs, ces dernières sont considérées comme faisant partie des pollutions atmosphériques. L'article 1er de cette loi dispose en effet que « *les établissements industriels, commerciaux, artisanaux ou agricoles devront être construits, exploités ou utilisés de manière notamment à éviter les pollutions de l'atmosphère et les odeurs qui incommode la population* ».

Par ailleurs, les annexes de l'arrêté du 2 février 1998 pris dans le cadre de la législation particulière aux installations classées, mais utiles dans le cadre de l'assainissement, font référence aux normes NF EN 13725, pour la mesure de concentration d'odeur, NF X 43-103, pour la mesure d'intensité d'odeur et NF X 43-104, pour les prélèvements d'atmosphères odorantes.

La circulaire d'accompagnement du 17 décembre 1998 de l'arrêté du 2 février 1998 précise en outre que :

« Les émissions d'odeurs proviennent souvent des rejets diffus qu'il importe de canaliser au maximum, comme prévu à l'article 4 de l'arrêté du 2 février 1998. Le débit d'odeurs perçu évolue avec la hauteur d'émission. Sur la base des connaissances et expériences techniques disponibles à ce jour, une gêne du voisinage peut apparaître selon l'échelle suivante (ces chiffres sont des ordres de grandeur) :

Hauteur d'émission (en m)	Débit d'odeur (en m ³ /h)
0	1 000 x 10 ³
5	3 600 x 10 ³
10	21 000 x 10 ³
20	180 000 x 10 ³
30	720 000 x 10 ³
50	3 600 x 10 ³
80	18 000 x 10 ³
100	36 000 x 10 ³

Enfin l'article 13 de l'arrêté du 22.06.07 prévoit que l'implantation des stations d'épuration doit tenir compte des extensions des ouvrages d'épuration : l'étude des plans de masses des ouvrages doit être l'occasion de prendre en compte la proximité des zones urbanisées ou de celle à urbaniser.

c Les risques sanitaires,

Les risques sanitaires mentionnés à l'article 13, sont occasionnés par la réutilisation directe des eaux receptrices des rejets pour l'alimentation des populations, la baignade en eau vive, la desserte d'établissements conchylicoles et piscicoles ; ils sont pris en compte par l'intermédiaire du respect des objectifs de qualité (fiche C.3). La circulaire du 10 juin 1976 relative à l'assainissement de agglomérations et à la protection sanitaire de milieux récepteurs fixait dans son ch. V (parag 1.3) des valeurs limites spécifiques de rejets dans ces situations ainsi qu'une distance minimale de 8 km minimale entre le point de restitution et le point de réutilisation de l'eau. Ces prescriptions n'ont plus aujourd'hui qu'une valeur indicative qui ne s'impose pas aux résultats de l'étude particulière qui devra être conduite dans chaque cas pour respecter les objectifs de qualité.

d zones inondables :

De nombreuses stations d'épuration ont dans le passé, été implantées en zones inondables; cette situation induit des dysfonctionnement de divers types en cas de crue (intrusions d'eaux parasites dans le système de traitement, déstabilisation de bassins en raison de sous-pressions, submersion de l'appareillage de contrôle, des commandes électriques et de tous équipements sensibles à la crue, avec pour conséquence une interruption du traitement d'une durée moyenne pouvant aller de quelques jours à plusieurs semaines par an, et le déversement d'eaux usées non traitées ou de boues en quantités importante.

Les documents d'incidences des projets de réhabilitation des stations d'épuration situées en zones inondables doivent impérativement examiner les possibilités de déplacement. de ces ouvrages hors zone inondable, sinon, vers des terrains situés à une cote altimétrique moins pénalisante pour la fiabilité des performances épuratoires des ouvrages, leur bon état, et leur pérennité.

Toutefois le déplacement d'une station d'épuration dont une partie du réseau est lui-même en zone inondable impose des ouvrages de relèvement d'eaux, dont les coût d'exploitation doit être pris en compte.

Il revient, le cas échéant, aux maîtres d'ouvrages d'établir l'impossibilité d'un déplacement hors zone inondable.

Le maître d'ouvrage doit alors prévoir les dispositifs permettant de limiter l'impact des crues (clapet anti-retour, couverture des bassins, déplacement du silo à boue, implantation hors d'eau des appareils sensibles à la crue, remblai si cela est compatible avec les PPRI applicables).

FICHE F.3 DISPOSITIF DE REJET

a Elimination par infiltration

Les alinéas 3 à 7 de l'art.10 sont relatifs aux dispositifs d'élimination des eaux traitées par infiltration et aux conditions de réutilisation des eaux traitées.

L'infiltration doit être envisagée notamment dans les cas où le débit du cours d'eau receveur des rejets est insuffisant pendant une partie de l'année, pour assurer une dilution satisfaisante des effluents rejetés.

L'alinéa 3 exige que l'aptitude des sols à l'infiltration soit établie par une étude hydrogéologique jointe au dossier de déclaration ou d'autorisation. Dans le cas des ouvrages exempts de déclaration ou d'autorisation, l'aptitude des sols à ce mode d'élimination doit également être établie par le maître d'ouvrage en application du même alinéa, et celui-ci doit, conformément à l'article 3, pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect de cette prescription. Toutefois pour les ouvrages d'une capacité de traitement inférieure à 12 kg/j de DBO5 (seuil du régime de déclaration) l'étude de sol peut être limitée à une évaluation de la perméabilité du sol en cas d'épandage, sans qu'il soit nécessaire de faire réaliser cette étude par un bureau d'étude privé.

b Réutilisation des eaux traitées

Par ailleurs, la possibilité d'un rejet en eau superficielle n'exclut en aucun cas la réutilisation qui est souvent d'ailleurs préférable à un rejet en eau superficiel, mais un arrêté devant fixer les conditions de réutilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage ou l'irrigation est en préparation ; il devrait être publié en 2008; dans l'attente de sa publication, cette pratique ne peut être autorisée.

c Rejet d'effluents traités sur l'estran:

L'arrêté du 22 juin 2007 n'a pas repris la possibilité de dérogation, prévue par l'arrêté de 1994 à l'interdiction de rejet des effluents au-dessus de la laisse de basse mer, pour notamment les projets de nouveau ouvrages ne retiennent plus cette option, sauf impossibilité manifeste se traduisant par un coût excessif.

Dans le cas d'ouvrages existant avec rejet sur l'estran, autorisés sur la base d'une étude notamment courantologique, et mettant en œuvre un traitement renforcé ainsi que le phasage des rejets en fonction de la possibilité de dilution à pleine mer (l'émissaire restant alors immergé en période de rejet), la référence au « coût excessif », si c'est le cas, figurant à l'article R.2224-10 du CGCT relatif à la collecte et à l'annexe 1 de la DERU pourra justifier le maintien d'un point de rejet au-dessus de la laisse de basse mer. Dans les autres cas, une concertation doit être entreprise avec la commune en vue de fixer un délai de mise en conformité du dispositif de rejet

FICHE F.4 ANALYSE DES RISQUES DE DEFAILLANCES (ART.15 DERNIER ALINEA)

Le dernier alinéa de l'article 15 dispose que les stations d'épuration doivent, avant leur mise en service, faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette obligation s'inscrit dans le cadre d'une volonté d'intégrer dès la conception de la

station d'épuration les préoccupations de qualité et les exigences de respect de la fiabilité.

Le risque nul n'existant pas, cette analyse ne vise pas à mettre en place des dispositifs dont le coût serait disproportionné par rapport à l'utilité, mais de faire en sorte que les principaux facteurs de défaillance constatés sur les stations fassent l'objet de réponses appropriées. Cette démarche doit être effectuée le plus à l'amont possible du processus décisionnel.

Il conviendra donc d'informer et de sensibiliser les responsables des collectivités sur l'intérêt d'inclure les préoccupations de fiabilité dès la rédaction des cahiers des charges d'appel d'offres. La fiabilité devrait en effet devenir, au même titre que les performances, un critère essentiel de choix lors des concours : dans le cadre d'un appel à la concurrence, demander aux candidats la fourniture d'une "note de fiabilité" en appui de leur proposition constitue une garantie supplémentaire de qualité des offres, en même temps qu'elle facilitera le choix du mieux-disant.

L'inventaire des défaillances susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du traitement et des équipements sensibles peut être réalisé d'emblée par le maître d'oeuvre, qui pourra établir une liste des questions à poser aux constructeurs. Au vu de cette liste, le constructeur devra justifier les mesures prises pour éviter l'apparition des défauts. Une liste type de questions figure dans la publications inter-agences de l'eau relative aux 50 recommandations.

Après jugement des offres, le constructeur et l'exploitant retenus compléteront alors cette "note de fiabilité" par une analyse des risques de défaillance qui demanderont en général un examen plus poussé et un contenu plus détaillé, notamment pour les grandes stations (plus de 150 000 EH).

Contenu de l'analyse des risques de défaillance.

Le contenu de cette étude s'inspire des procédures d'analyse de la fiabilité et des études de danger en vigueur en matière d'installations classées. Elle comprend quatre parties :

- a - Pour chaque élément fonctionnel de la chaîne de traitement, inventorier les défaillances possibles, matérielles ou humaines, leurs effets, et identifier celles pouvant porter atteinte de façon importante à l'intégrité du traitement ;
- b - Identifier les équipements et interventions sensibles susceptibles d'entraîner l'apparition de ces défaillances ;
- c - Analyser l'incidence des périodes d'entretien et de grosses réparations ;
- d - Effectuer des propositions d'actions correctives, adaptées à chaque cas, en termes:
 - d'architecture fonctionnelle : deux ou plusieurs files parallèles, redondances d'équipements, maillages ou vannages, etc... ;
 - de spécifications particulières d'équipements ;
 - de moyens de détection et d'alerte (nature et localisation des capteurs, procédures, automatismes, etc.) ;
 - de liste des pièces dont il faut disposer en station et, dans le cas inverse de disponibilité des pièces de rechange en dehors du site de la station ;
 - d'organisation et de délais des procédures d'intervention ;
 - d'orientation de la politique de maintenance.

Le choix de la technologie étant déterminant pour l'étude, mais aussi les modalités d'exploitation, cette analyse ne pourra souvent être présentée par la commune qu'après le choix du soumissionnaire. L'arrêté d'autorisation pourra donc conditionner la mise en service de l'ouvrage à sa fourniture effective, sous une forme complète et détaillée.

Cas des stations existantes Il est tout à fait souhaitable d'intégrer à l'étude de diagnostic une analyse de fiabilité de la station. Dans tous les cas, les articles R.214-17 et R.214-39 du code de l'environnement donnent pouvoir au préfet, s'il le juge nécessaire et notamment en cas d'incidents répétés sur une station, d'imposer la fourniture de cette étude par arrêté complémentaire.

G DOCUMENT D'INCIDENCE

FICHE G.1 INDICATIONS GENERALES POUR SON ELABORATION.

Le second alinéa de l'article 2 (sections I et II) précise, tant pour les stations d'épuration que pour les déversoirs d'orage, la composition-type du « document d'incidence », qui doit être annexé à la demande d'autorisation ou de la déclaration prévues aux articles R.214-6 III et R.214-32 III du code de l'environnement,

Ce document doit établir que compte tenu de leurs caractéristiques techniques et de leur dimensionnement, le réseau et la station d'épuration forment bien un ensemble techniquement cohérent et permet d'atteindre les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice des rejets.

Ainsi, sauf cas particulier (refection d'un seul déversoir d'orage), le document d'incidence présente à l'échelle de la zone d'assainissement collectif et de l'agglomération d'assainissement, au sens rappelé à la fiche 3.2.ci-dessus, l'ensemble des ouvrages de collecte, y compris les déversoirs d'orage, et de traitement, leur dimensionnement, leur fonctionnement, et les conditions de leur exploitation.

On se référera au commentaire du 2.1 « Contenu du document d'incidence » de la circulaire du 12.05.95 et notamment aux aliénas suivants : 2.1.1 principes généraux ; 2.1.2. points clés ; 2.1.3. maîtres d'ouvrages différents ; 2.1.4 phasage des travaux et régime transitoire, ainsi qu'aux documents-guides des agences de l'eau, mentionnés dans l'introduction au présent commentaire.

Il est rappelé que la rédaction du document d'incidence par le maître d'ouvrage implique une bonne connaissance de l'état du milieu récepteur, des ouvrages existant, et par conséquent la disposition d'un diagnostic de leur fonctionnement ainsi que d'un programme de travaux de réhabilitation.. La circulaire du 12 mai 95 a précisé le contenu minimum d'une étude diagnostic (paragraphe 1.4.1.) et celui d'un programme (paragraphe 1.4.2). dications générale pour son élaboration

a Débit de référence (art. 2.1.2.),

Comme cela est rappelé dans l'introduction ci-dessus, le « Guide des Définition » (paragraphe 2.2.2.3.), précise la définition du « débit de référence ».

b Les « eaux pluviales collectées » (Art. 2.I c)

Cette expression désigne les eaux pénétrant dans le réseau, qu'elles soient acheminées à la station d'épuration ou qu'elles soient rejetées par les dévesoirs d'orages lors des « situations inhabituelles » mentionnées à l'art. 15 alinéa 3 .

c - Document « Natura 2000 » à joindre au document d'incidence ;

Les projets soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau , susceptibles d'affecter de façon notable un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation de leur incidence sur ce site (C. Env't. art. L.414-4 et R 414-19) Cette évaluation est jointe au document d'incidence , y compris lorsque le projet relève du régime de la déclaration R.214- 32 – voir aussi la circ. du 05 octobre 2004).

FICHE G.2 PRECISIONS APPORTEES PAR L'ARRETE DU 22.06.07 SUR LE CONTENU DU DOCUMENT D'INCIDENCE ; DEMANDES DE COMPLEMENTS PAR LES SERVICES.

Les précisions apportée par l'arrêté du 22 juin 2007 par rapport aux prescriptions des articles R.214-6 et R.214-32 du code de l'environnement définissant le contenu du document d'incidence, figurent en italique et en gras dans les deux alinéa ci-dessous

Description du système de collecte

- zone desservie, conditions raccordements, y compris eaux usées non domestiques, carte d'agglomération;
- ***performances et diagnostic (fuites et intrusions d'eaux claires parasites)*** des équipements pour limiter les variation de charges;
- évaluation charges, volume et flux à collecter, y compris ***charges de pollution non domestique, matières de vidange, eaux pluviales***, et celles dues à de fortes pluies;
- ***évaluation du débit de référence***;
- calendrier.

Description des modalités de traitement

- objectifs de traitement, compte tenu des objectifs de qualité; ***dispositions retenues pour ne pas compromettre les objectifs de qualité***;
- valeurs limites de pluies pris en compte;
- capacité maximale journalière de traitement;
- localisation de la station d'épuration
- caractéristiques des eaux receptrices;
- calendrier;
- modalités d'élimination des sous produits, ***leur volume***.

Demandes de compléments au document d'incidence.

L'art. 3 de l'arrêté du 22.06.07 précise que « l'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté » ; les services instructeurs des demandes d'autorisations ou de déclarations peuvent donc, lors de l'examen de la recevabilité des documents d'incidence, demander aux pétitionnaires ou déclarants d'ouvrages d'assainissement, d'établir sur tel ou tel aspect technique, la conformité des ouvrages d'assainissement avec cet arrêté.

FICHE G.3 INFORMATIONS CONCERNANT LES EFFLUENTS AUTRES QUE DOMESTIQUES ET NOTAMMENT LES SUBSTANCES DANGEREUSES DEVERSEES DANS LE RESEAU .

En application de l'art 2-I. b) le document d'incidence doit présenter « l'évaluation du volume et de la charge de pollution non domestique collectés... » et à ce titre, notamment, la nature et les quantités de substances dangereuses déversées dans le réseau. L'art 6 de l'arrêté du 22 juin 2006, précise de plus que les substances dangereuses ne doivent pas être présentes dans les réseaux dans des concentrations telles que leur concentration dans les boues ou dans le milieu récepteurs soient supérieures à celle qui sont fixées réglementairement.

En effet, l'art 3 du décret du 2005-378 du 20 avril 2005, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses, dispose que les autorisations de stations d'épuration doivent désormais prendre en compte les objectifs du programme national de réduction et d'élimination des substances dangereuses et les normes de qualité fixées pour le milieu aquatique pour ces substances. La liste de substances dangereuses figure en annexe à ce décret et les normes de qualité qui leur sont applicables figurent actuellement dans les arrêtés pris pour son application et dans la circulaire du 07 mai 2007.

Pour constituer leur document d'incidence sur ce point, les maîtres d'ouvrages disposent notamment des informations contenues dans les autorisations de raccordement au réseau de collecte.

De même, pour vérifier ces informations, les services instructeurs peuvent, dans le cadre des MISE prendre l'attache des bureaux de l'environnement des préfectures et des services chargés du contrôle des ICPE, ou consulter le site : <http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr/IREP/index.php>.

Cette coopération aura pour objectif notamment de vérifier que le document d'incidence ne présente pas d'omission quant à l'identification des plus importantes installations rejetant des effluents autres que domestiques dans les réseaux des collectivités.

Les rejets d'établissements commerciaux ou artisanaux qui échappent à la nomenclature des installations classées sont également visés (exemple des pressings, des installations de lavage de voitures), l'autorisation mentionnée à l'article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007, donne, dans ce cas également, aux maîtres d'ouvrage les moyens juridiques leur permettant de disposer des informations nécessaires pour constituer la partie relative aux effluents non domestiques de leur documents d'incidence « Station d'épuration , réseau de collecte ».

Pour les cas où le choix entre un rejet dans le milieu naturel et un raccordement au réseau est possible, il doit être rappelé qu'un rejet dans le milieu naturel est préférable du point de vue, tant du bon fonctionnement, de la conservation, des performances des réseaux de collecte, des stations d'épuration et de la valorisation des boues d'épuration, que de la responsabilité de la collectivité.

H TRAVAUX , EXPLOITATION, ENTRETIEN (MISSIONS RESPECTIVES DES MAITRES D'OUVRAGES ET DES SERVICES DE POLICE DES EAUX)

FICHE H.1 REDUCTION DE L'IMPACT ET INFORMATION DES SERVICES DE POLICE DE EAUX ; LIEN AVEC LE MANUEL D'AUTOSURVEILLANCE (ART.4)

Une réflexion préalable des exploitants permettra souvent de réduire notablement l'incidence des déversements d'effluents non traités lors de ces opérations ; elle pourra porter sur:

- la gestion hydraulique des ouvrages d'assainissement pendant les travaux (utilisation des capacités de rétention des réseaux par exemple) ;
- le choix des périodes de l'année, et des heures de la journée ou de la nuit pendant lesquelles le rapport entre le débit rejeté sans traitement et le régime du cours d'eau récepteur, est le plus favorable;
- la coordination des travaux (plusieurs opérations peuvent être réalisées simultanément sur différentes parties des ouvrages),.

Par ailleurs, afin de sensibiliser les maîtres d'ouvrages à l'importance de cette réflexion préalable et de cette information, les services de police de l'eau devront réagir dans le meilleur délai à la réception de l'information prévue au 2 ième alinéa de cet article, soit par un accusé de réception, soit si nécessaire, par des observations clairement motivées.

FICHE H.2 RECEPTION DES TRAVAUX SUR RESEAU, ACCREDITATION COFRAC (ART. 7)

Les contrôles de réception des travaux réalisés sur les ouvrages de collecte étaient déjà exigés par l'arrêté du 22.12.1994. Ils doivent désormais être réalisés par un « opérateur externe ou interne (à la collectivité maître d'ouvrage), accrédité, indépendant de l'entreprise chargée des travaux » (l'organisme chargé des contrôles ne doit donc pas faire partie de la même entité juridique que celle de l'entreprise ayant réalisé les travaux).

Si les contrôles sont réalisés par la collectivité, le service qui les effectue ne peut être le service d'assainissement.

Ces organismes de contrôle, doivent être en mesure de justifier, d'une accréditation au titre de l'annexe A, B ou C de la norme NF EN ISO/CEI 17020 dans le domaine « contrôle de réception des réseaux d'assainissement neufs » pour les trois types de contrôles requis (contrôle de compactage, inspections visuelles, contrôle d'étanchéité).

Cette accréditation leur aura été délivrée par le Comité français d'accréditation (<http://www.cofrac.fr/>) ou tout organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral de reconnaissance mutuelle, pris dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation). Compte tenu des délais nécessaires à l'obtention de l'accréditation, les organismes candidats sont invités à déposer leur dossier de demande d'accréditation complet avant le 1er avril 2008, en vue d'une accréditation pour le 1er avril 2009.

Les organismes de contrôle accrédités doivent se conformer aux exigences :

- de la norme NF EN ISO/CEI 17020 ;
- du fascicule du cahier des clauses techniques générales n°70, applicable aux marchés publics des travaux («Ouvrages d'Assainissement ») ;
- de la norme NF EN 1610, « mise en œuvre et essais des branchements et collecteurs d'assainissement » ;
- des guides techniques relatifs, respectivement, au compactage, aux essais visuels et à l'étanchéité, établis par l'ASTEE et publiés dans le n° 9 (sept 2005) de la revue TSM (Technique, Science Méthode).

La vérification de la « bonne exécution des fouilles et leur remblaiement » et de la qualité des matériaux de remblaiement, mentionnés à l'article 7, ne sont pas en tant que tels, couverts par l'accréditation, mais les contrôles de compactage réalisés sous accréditation poursuivent un objectif similaire.

L'accréditation ne concerne actuellement que les nouveaux tronçons.

Le procès-verbal de réception des travaux réalisés sur les ouvrages de collecte, est adressé par le maître d'ouvrage au service de police des eaux et à l'agence de l'eau. A partir du 1er avril 2009, le maître d'ouvrage doit être en mesure d'attester lors de cette transmission que l'opérateur qui a réalisé les contrôles est accrédité. Vous rappellerez en conséquence par une lettre circulaire aux maîtres d'ouvrages leurs obligations, tant de vérification que les ouvrages de collecte ont été réalisés conformément aux règles de l'art, que de transmission à vos services des procès-verbaux de réalisation de ces vérifications, conformément à l'article 7 de l'arrêté ».